

Central African Republic – Multi Partner Trust Fund



UNITED NATIONS
Central African Republic



EZINGO Fund



**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC – MULTI-PARTNER TRUST FUND
(CAR-MPTF)
PROJECT DOCUMENT – FAST TRACK WINDOW**

<p>Project Title : Projet conjoint d'appui à la mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et pacifiques en centrafricaine. « BANGO NDO TIAOUALI »</p>	<p>Participating UN Organization(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> - ONU Femmes - UNFPA
<p>Project Contacts:</p> <p>Kevin Tanguy DEMANOU Telephone:72621585 E-mail : kevin.demanou@unwomen.org</p> <p>Marie Justine MAMBA IBINGUI Telephone :72300532 E-mail : mambaibingui@unfpa.org</p> <p>Gladys ATINGA Telephone:75616313 E-mail: atinga@un.org</p>	<p>Implementing Partner(s) – name & type (Government, CSO, etc) –</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant, Gouvernement - Assemblée Nationale (Forum des Femmes Parlementaires de la Centrafrique), Gouvernement - Agence Nationale des Élections, Gouvernement - Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement Local, Gouvernement - Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Gouvernement - MINUSCA (Section Genre et Affaires politiques), Nations Unies (NU) - PNUD, NU - UNPOL, NU - Réseau des femmes leaders pour la Transformation de l'Afrique (AWLN), ONG - Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine, ONG - Réseau des Journalistes sensibles au Genre, ONG
<p>Project Location :</p> <p>National (16 préfectures du Pays)</p>	<p>Total Project Cost: 353 330 USD</p> <p>CAR MPTF: 174 410 USD</p> <p>Other (MINUSCA: 58 920; PNUD: 30 000; ONU Femmes (90 000) Total Other :178 920</p> <p>Project Start Date: 15 December 2020 Project End Date: 15 Avril 2022</p>

Annex IV – Operational Arrangements CAR MPTF

<p>Participating UN Organization Name of Representative: Salvator NKURUNZIZA Title: Country Coordinator Signature [Redacted] Name of Agency: [Redacted] Date & Seal [Redacted]</p>	<p>Co-Chair (MEPC), CAR MPTF Steering Committee Name of Representative : Felix MOLOUA Title : [Redacted] et de la [Redacted] opér [Redacted] natu [Redacted] te &</p>
<p>Participating UN Organization Name of Representative: Dr Koudaogo OUEDRAOGO Title : Representative Central African Republic Signature [Redacted] Name of Agency: UNFPA Date & Seal 30 NOV. 2020</p> 	<p>Co-Chair (UN), CAR MPTF Steering Committee Name of Representative: Denise BROU Title: DSR Signature [Redacted] Date & Seal 03/12/2020</p> 

COMPONENT 1: THE ‘WHY’

La République Centrafricaine a été marquée par des crises politiques et sécuritaires pendant plusieurs décennies qui ont fortement fragilisé le tissu économique et social du pays. Malgré d'importants efforts consentis au cours de ces dernières années pour la stabilisation et le relèvement socio-économique du pays, notamment à travers la mise en œuvre du RCPCA (2006) et la signature de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation le 06 février 2019, d'énormes défis restent à relever. Le pays se prépare à des élections en 2020 et ces dernières revêtent un caractère crucial car il faudrait qu'elles soient inclusives et pacifiques pour la construction d'une paix durable. Le niveau de représentativité des femmes centrafricaines dans les instances de prise de décisions est très faible. À peine 14% des membres du Gouvernement, 7,5% des parlementaires et 11% des maires sont des femmes. Les taux de participation des femmes sont en contradiction avec les conventions internationales ratifiées par le Pays et autres standards Internationaux (ODD, R1325 du CSNU, R2011 de l'AGNU, Programme d'action de Beijing etc.). Ce faible score de participation des femmes dans les instances de prises de décision est d'autant plus saisissant que la Constitution du 30 mars 2016 a réaffirmé le principe d'égalité entre l'homme et la femme. La loi sur la Parité promulguée le 24 novembre 2016, admet un quota de 35% des femmes à toutes les instances décisionnelles jusqu'en 2026, date d'application de la parité numérique 50/50.

Conformément au calendrier électoral, le pays se prépare à organiser au moins quatre (4) élections entre 2020 et 2022. Il s'agit notamment des élections présidentielle, législatives, municipales et régionales si l'on s'en tient aux termes de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation. L'histoire politique et la sociologie du contentieux électoral centrafricain nous enseignent que les élections ont souvent été des facteurs d'instabilité et de violence. En effet, bien qu'elle fût l'une des premières nations d'Afrique francophone à avoir expérimenté la pratique des élections pluralistes, la République Centrafricaine a néanmoins connu l'une des trajectoires démocratiques les plus instables. Celle-ci est ponctuée de crises politiques et militaires qui aboutissent presque toujours à la rupture de l'ordre constitutionnel et au recommencement, à l'issue de périodes de Transition à géométrie variable. L'issue des élections générales du 23 janvier 2011 dont la contestation des uns (opposition, société civile et groupes armés) et l'entêtement des autres (majorité présidentielle) a progressivement conduit le pays dans l'une des pages les plus sombres de son histoire.

Les élections de décembre 2015 et février 2016 qui se voulaient de sortie de crise marquées par la « volonté politique des parties prenantes centrafricaines et la communauté internationale », d'accompagner la RCA dans le déploiement des efforts nécessaires pour sortir du cycle récurrent d'instabilité et de changements anticonstitutionnels de Gouvernement » ont conduit à des manifestations et contestations violentes, certes moins considérables que celles de 2011 mais qui ont tout de même conduit à des pertes en vies humaines et à l'accentuation de l'effritement de l'autorité de l'État dans certaines localités du pays.

Au regard de ce qui précède, les élections constituent ainsi un risque majeur à la rupture de la paix. Par ailleurs, la faible participation des femmes et des jeunes filles constitue un défi majeur à relever. Alors que les femmes représentent plus de 50,2% de la population, elles participent faiblement au processus électoral. À ce sujet, les scores de participation des femmes au processus électoral en cours sont éloquentes : à peine 46,5 % des femmes inscrites sur les listes électorales (une régression par rapport à 2015 où les femmes inscrites sur les listes électorales représentaient 48%) ; une seule femme sur 22 candidats sur la liste provisoire des candidatures à la présidentielle, 15% des femmes sur la liste provisoire des candidats aux élections législatives, à peine 22% des femmes membres des démembrements de l'Autorité Nationale des Élections. Ces chiffres sont en contraste avec la majorité démographique des femmes centrafricaines. Une enquête relative aux activités politiques menée par ONU Femmes en 2018 auprès des femmes leaders à Bangui, Bambari et Bossangoa a abouti aux statistiques suivantes : S'inscrire sur la liste électorale : 38,6 % ; Voter : 28,1% ; Observer les élections : 5,3% ; Participer aux campagnes électorales : 1,8% ; Être militant/sympathisant d'un parti politique : 1,8 % ; Participer aux discussions politiques en public/privé : 7,1% ; Rechercher/suivre l'information sur la vie de la société : 1,8% ; Participer à des actes de violence

postélectorale : 1,8%. Les femmes interrogées ne s'intéressent pas aux activités électorales. Ces statistiques qui résultent d'un microéchantillon sont représentatives de la réalité du processus électoral en cours. Les violences conjugales sous forme de violence physique, dénis de ressources et d'opportunité que subissent et/ou auxquelles sont exposées les femmes engagées en politique, résultent de la persistance des normes traditionnelles inégalitaires qui caractérisent la société centrafricaine malgré les multiples actions ayant conduit à l'adoption du Code Électoral assez favorable à la participation politique des femmes. Face aux risques de ruptures de la paix à l'issue des élections et d'une très faible participation des femmes et des jeunes filles tout au long du processus électoral en cours, il y a urgence à agir à travers la mise en place des mécanismes qui garantissent une forte implication des femmes dans le processus électoral d'une part et la prise des mesures pour prévenir les violences faites aux femmes en périodes électorales y compris les violences sexuelles d'autre part. La mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et sans violence peut être considérée à cet effet comme une réponse. En effet, les plateformes de veille des femmes s'inscrivent dans la dynamique de la mise en œuvre des trois piliers de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité à travers ses piliers Prévention, Protection et Participation.

COMPONENT 2: THE 'WHAT'

Les plateformes de veille des femmes ont pour finalité de contribuer à l'amélioration des processus électoraux centrafricains par la promotion d'une culture démocratique et citoyenne chez les femmes et les jeunes filles en vue de la consolidation de la paix, avant et après les échéances électorales. Ces plateformes constituent une réponse significative à la récurrence des actes de violence électorale et à l'exclusion politique des femmes et des jeunes filles. L'importance et l'opportunité de la mise en place d'un tel mécanisme en république centrafricaine ne sont plus à démontrer eu égard aux facteurs de risques de rupture de la paix et de faible participation des femmes que représente l'organisation des élections.

Les plateformes de veille des femmes sont des cadres de concertation et d'échange entre les femmes en vue des élections inclusives et sans violence. Il s'agit d'un mécanisme par lequel, les femmes s'engagent : à mettre sur pieds des mécanismes de prévention des violences électorales y compris les violences sexuelles ; à initier des actions qui garantissent une juste et équitable participation des femmes en tant que électrices, candidates et acteurs de l'organisation et du monitoring des élections, enfin, à prendre des mesures pour la protection des femmes et des filles en période électorale.

Pour atteindre leurs objectifs, les plateformes de veille des femmes : procèdent par l'organisation des rencontres de plaidoyer avec les principaux décideurs sectoriels en fonction des questions à aborder ; initient des campagnes d'éducation civique en vue de susciter une participation politique massive des femmes et des jeunes filles ; mettent en place des cadres de formation, de coaching et de mentoring des femmes et jeunes filles potentielles candidates aux différents scrutins ; organisent des campagnes de sensibilisation communautaire en vue des changements des comportements et autres pratiques néfastes au leadership politique des femmes et des filles ; mettent en place un mécanisme d'alerte précoce des violences à l'égard des femmes à travers la mobilisation des observatrices ou monitrices à l'échelle nationale.

Dans le cadre du processus électoral en cours, les femmes centrafricaines, sous la houlette du Réseau des femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique (AWLN) et avec l'appui technique et financier de l'ONU Femmes, ont engagé le processus de mise en place des plateformes de veille à travers la mise en place d'un cadre de concertation et d'échange des femmes centrafricaines en vue des élections inclusives et sans violence. Ce cadre de concertation a permis aux femmes centrafricaines de mener des plaidoyers auprès de la Présidente de l'Autorité Nationale des Élections et de la Représentante adjointe du Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies en RCA pour l'inclusion des femmes dans l'organisation des élections, auprès des membres de la Cour Constitutionnelle et des dirigeants des partis politiques pour le respect du quota minimum de 35% des femmes sur les listes électorales dans le cadre de

la campagne conjointe PNUD/ONU - FEMMES/ MINUSCA de plaider pour le respect des dispositions de la loi sur la parité et du code électoral.

Les femmes centrafricaines réunies au sein du cadre de concertation des femmes, ont inscrit dans leur plan d'action de plaider, des rencontres avec les leaders des groupes armés afin d'obtenir d'eux le cessez-le-feu pour que les élections se tiennent pacifiquement dans l'ensemble du territoire national. Il est ainsi question pour les femmes de jouer un rôle plus significatif afin d'éviter que les groupes armés ne s'opposent à la tenue des élections dans certaines localités comme cela a été observé pendant les opérations d'inscription sur les listes électorales dans la Bamingui-Bangoran, Vakaga, et l'Ouham-Péndé.

Par ailleurs, l'enjeu de la participation des femmes à la gouvernance locale doit dépasser les questions de consultation ou d'accès aux échelons supérieurs des structures de la gouvernance. La parité ne doit pas être considérée comme une fin en soi mais plutôt comme un moyen de contribuer à l'égalité effective entre les hommes et les femmes dans tous les domaines. Il s'agit de considérer que l'égalité et l'équité de genre sont les premières conditions éthiques et politiques d'un réel progrès social et économique. Cependant, quelques obstacles communs à la participation des femmes restent à corriger : discrimination sexiste, barrières psychologiques, manque de volonté politique, manque d'adhésion dans des réseaux, ONG de défenses de droits de la femme. En règle générale, les femmes ont moins de liens avec les réseaux formels et informels qui ont une influence sur les campagnes électorales et sur les questions de Sécurité. Aussi, l'absence à ce jour d'intervention de prévention des femmes contre les inégalités de genre lors des échéances électorales et post électorales les expose à subir les violences Basées sur le Genre du fait de leur engagement Politique.

Durabilité du Projet

La durabilité de ce projet repose principalement sur trois piliers :

- Le premier pilier c'est l'intégration des activités des cases de veilles dans les plans d'action régionaux du Ministère de la Promotion de la femme. En effet, le présent projet est exécuté sous le leadership du Ministère de la promotion de la femme à travers les Directeurs régionaux chargés d'assurer le suivi de la mise en œuvre des activités des plateformes de veille dans leurs préfectures respectives. Bien au-delà de la phase contractuelle de mise en œuvre du Projet, le Ministère ayant déjà intégré le mécanisme dans son plan d'action continuera de veiller au mécanisme d'alerte précoce et de prévention des VBG.
- Le deuxième pilier de la durabilité du Projet c'est son assise sur les organisations féminines qui œuvrent pour la protection des droits des femmes sur le terrain. Le Projet renforcera les capacités techniques matérielles et financières des réseaux d'associations féminines. Il convient de signaler que c'est principalement au moment du lancement du mécanisme que des financements conséquents sont requis pour couvrir les formations en cascade des formatrices, des coachs politiques des femmes, des observatrices et monitrices sur l'ensemble du territoire, l'achat des équipements informatiques et fourniture de bureau ainsi que le matériel de communication. Une fois la phase de formation achevée et le matériel acquis, les organisations féminines prennent le relais et continuent de faire fonctionner le mécanisme bien au-delà de la période contractuelle de mise en œuvre. Les formatrices, coachs politiques des femmes, observatrices et monitrices sont recrutées au sein des organisations féminines. Celles-ci inscrivent les activités de prévention et d'alerte précoce dans leur plan d'action ordinaire ce qui ne nécessite plus véritablement de gros financement. Après la phase contractuelle du projet, les organisations féminines vont continuer à implémenter les plateformes de veille principalement le mécanisme de prévention et d'alerte précoce.
- Le troisième pilier de la durabilité c'est la complémentarité avec les autres initiatives mise de protection des droits des femmes. Concomitamment au lancement des plateformes de veille des femmes ONU Femmes et UNPOL appuient l'installation au sein de la Direction Générale des Opérations (DGO/Ministère de la Sécurité Publique) d'une ligne verte d'appui à la sécurisation du processus électoral et à la protection des femmes. Cette ligne verte dont le numéro court et gratuit pour tous les

usagers est 1325 sera permanente. Ces deux initiatives sont complémentaires. Chacune des initiatives garantit la pérennité de l'autre. Les plateformes de veille des femmes se chargeront de la vulgarisation du numéro 1325 auprès des populations et des femmes en particulier. La DGO en charge de la gestion de la ligne verte se chargera de diligenter les interventions sécuritaires chaque fois que les plateformes de veille de femmes auront donné l'alerte. Selon la nature des alertes, la DGO instruira des interventions appropriées y compris mettre en mouvement l'UMIRR chaque fois qu'il s'agira d'une violence basée sur le Genre ou une violence sexuelle. Le Réseau des femmes leaders pour la Transformation de l'Afrique (AWLN) a déjà engagé un plaidoyer pour que la DGO admette la présence d'une représentante des organisations féminines parmi les éléments des Forces de Sécurité Intérieure qui vont assurer le standard de la ligne verte. Par ailleurs l'apport du projet permettra d'offrir une prise en charge psychosociale et médicale ainsi que des kits de dignité aux femmes victimes des violences basées sur le genre lié directement ou non aux élections. La prévention des grossesses non désirées, des potentielles infections sexuellement transmissibles et contaminations au VIH/Sida sera aussi couverte par la composante SSR de l'UNFPA.

COMPONENT 3: 'THE HOW'

À travers le **Projet conjoint d'Appui à la mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et pacifiques en Centrafrique**, les agences récipiendaires des fonds Ezingo ONU Femmes et UNFPA, en partenariat avec le PNUD, la MINUSCA (section Genre et Affaires politiques) et UNPOL entendent fournir une réponse favorable aux organisations féminines qui ont expressément exprimé des doléances relatives à l'implication massive des femmes dans les opérations électorales, au renforcement des capacités des candidates, à la prévention et la protection des femmes et jeunes filles des violences basées sur le Genre exacerbées en période électorale etc.

Les plateformes de veille des femmes seront lancées pendant les opérations relatives aux élections législatives et présidentielles et resteront particulièrement actives jusqu'à la proclamation des résultats définitifs des élections municipales et régionales. Après les différents scrutins, les plateformes de veille vont se consacrer en priorité aux activités de prévention et d'alerte précoce des cas de violences basées sur le Genre y compris des violences sexuelles. Des mécanismes de concertation et de dialogue permanent seront établis entre les plateformes de veille des femmes et la Direction Générale des Opérations en charge de la gestion de la ligne verte 1325.

De manière spécifique, deux résultats sont attendus à l'issue de la mise en œuvre de ce projet conjoint :

- **Résultat 1** : La participation des femmes aux échéances électorales de 2020/2021 en tant qu'électrices, candidates et acteurs majeurs de l'organisation ainsi que de l'observation des élections en RCA est accrue.
- **Résultat 2** : Les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles sont répertoriées et les survivantes bénéficient des soins appropriés.

L'atteinte de ces deux résultats passera par la réalisation des activités suivantes :

- Organisation des réunions de plaidoyer avec les décideurs sectoriels, les partenaires au développement ainsi que les leaders des groupes armés en vue des élections inclusives et pacifiques
- Organisation des campagnes nationales d'éducation civique en vue d'une participation massive des femmes aux élections et du changement des comportements néfastes au leadership féminin en RCA
- Organisation des sessions de formation de coaching et de mentoring des femmes potentielles candidates aux élections locales
- Organisation des sessions de formations des monitrices chargées de la collecte et de l'analyse des violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles
- Organisation des séances de sensibilisation des femmes candidates et communautés sur les risques et la prévention des violences faites aux femmes en période électorale et postélectorale
- Organisation d'une prise en charge psychologique et médicale des survivants des violences basées sur genre et leur proche

- Mise en place des mécanismes de collaboration avec le DGO en charge de la gestion de la ligne verte 1325

PROJECT BUDGET			
CATEGORIES	ONU FEMMES (\$ US)	UNFPA (\$ US)	TOTAL (\$ US)
1. Staff and other personnel dans les 16 prefectures (<i>Moniteurs, Coordonnateur</i>)	35 000	10 000	45 000
2. Supplies, Commodities, Materials	3000	10 000	13 000
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	-	0	-
4. Contractual services	15 000	0	15 000
5. Travel	0	0	0
6. Transfers and Grants to Counterparts	50 000	40 000	90 000
7. General Operating and other Direct Costs	0	0	0
Sub-Total Project Costs	103 000	60 000	163 000
8. Indirect Support Costs: <i>The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the CAR MPTF MOU.</i>	7 210	4200	11 410
TOTAL	110 210	64 200	174 410

Risk Management:

Risk	Likelihood (high, medium low)	Severity of impact on project (high, medium, low)	Monitoring and Mitigating Strategy
La survenance des conflits/l'instabilité politique et les difficultés d'accès aux zones de mise en œuvre du Projet	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Observer de façon continue l'évolution de la situation sécuritaire et suivre à la lettre les instructions de l'UNDSS. - Accélérer la mise en œuvre des activités pendant les périodes stables. - Impliquer davantage les OSC et les leaders locaux qui ont la capacité de travailler et de dialoguer aisément avec les belligérants même en période de troubles.
Risque que le Projet soit perçu par la classe politique comme une menace du fait de l'éclairage qu'il apportera	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> - Une cérémonie de lancement du Projet est prévue, qui permettra de communiquer amplement sur les objectifs et la stratégie de l'action de

à la population féminine, qui sera désormais plus clairvoyante quant à ses choix électoraux et politiques			sorte à lever les équivoques sur ses intentions. - Les acteurs politiques seront impliqués à la mise en œuvre du projet
Risque que les tenants de la tradition perçoivent le Projet comme une voie pour l'insoumission de la femme, et donc comme une initiative qui pourrait conduire à la déperdition des valeurs familiales ;	Faible	Faible	- Le Projet entend impliquer les leaders communautaires pertinents (autorités traditionnelles et religieuses) dans la conduite des activités de sorte à lever tous les facteurs de blocages et suspicions illégitimes - Mettre en place un pool des champions du Genre (HEFORSHE) - Développer les techniques de CCC/C4D

COMPONENT 4: THE 'WHO'

Le Projet conjoint d'Appui à la mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et pacifiques en Centrafrique sera exécuté par ONU Femmes et UNFPA en partenariat avec le PNUD, la MINUSCA et UNPOL. Les autorités nationales, les organisations des femmes et des jeunes seront fortement associées à la mise en œuvre du Projet.

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies chargée de coordonner les efforts des agences du Système des Nations Unies, des gouvernements et de la société civile pour la promotion de l'égalité des Sexes et l'autonomisation de la femme dans le monde. ONU Femmes a une forte expérience internationale en matière d'appui à la mise en œuvre des plateformes de veille des femmes. En République centrafricaine, ONU Femmes conduit depuis 2016 un vaste programme d'appui à la participation politique et au leadership des femmes. ONU Femmes est partie prenante au processus électoral en cours en RCA et fournit des appuis techniques et financiers pour le renforcement des capacités des femmes potentielles candidates, la conduite des campagnes d'éducation civique à travers la mobilisation d'environ mille (1000) relais communautaires, les caravanes mobiles de sensibilisation, les radios communautaires etc.

En prélude à la mise en place des plateformes de veille des femmes, ONU Femmes a soutenu la création d'un cadre de concertation des femmes centrafricaines en vue des élections pacifiques et inclusives.

ONU Femmes sera l'agence chef de file dans la mise en œuvre de ce projet conjoint.

L'UNFPA a pour objectif de contribuer à l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'au droit à la procréation en accordant la priorité aux femmes, aux jeunes et aux populations marginalisées.

L'UNFPA est actuellement le chef de file du sous-groupe sur la violence sexiste et entretient déjà des relations de travail avec le ministère de la Santé et le ministère de la Condition féminine. L'UNFPA est l'organisme moteur qui veille à la signature d'un protocole national dans le cadre duquel tous les partenaires de développement ont accepté de partager des informations sur l'exploitation et les abus sexuels. À travers ce sous-groupe, la fonction principale de L'UNFPA dispose d'un réseau professionnel et transparent de partenaires potentiels pouvant contribuer à l'efficacité de ce programme et à la durabilité des investissements. Dans le cadre de ce projet, l'UNFPA utilisera les partenariats existants avec des ONG ayant une vaste expérience dans la gestion des espaces sûrs pour femme rendu fonctionnels dans certaines localités du pays. L'UNFPA en collaboration avec les parties impliquées sous la supervision du Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant appuiera les interventions au sein des comités de veille en vue de poursuivre la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre y compris les mariages d'enfant, les abus et exploitation sexuelles et les MGF pour certaines localités.

Le PNUD, la MINUSCA et UNPOL fourniront un appui technique à la mise en œuvre du Projet et seront sollicités pour des facilités administratives ou serviront d'interface pour la collaboration avec des institutions spécifiques comme la DGO chargée de la gestion de la ligne verte 1325.

Le réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique (AWLN) sera le Partenaire national d'exécution et de coordination du projet dans les régions. C'est AWLN qui se chargera de la mobilisation et de la formation des monitrices chargées de la collecte et de l'analyse des données relatives aux violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles.

Il y a lieu de signaler que le Partenaire d'exécution (AWLN) dispose des ONG membres affiliées qui couvrent toute l'étendue du territoire national. Il est par ailleurs doté d'une expérience avérée dans la gestion du processus électoral en ce qui concerne exclusivement les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020.

Results Framework:

<i>Fund outcome to which the project contributes to (for immediate impact projects, identify the sector and specific project):</i>					
Anticipated Outcome as described in the Fund results framework	Indicators (include Fund outcome indicators to which the project contributes to)	Baseline and Target	Means of verification	Assumptions/Risks	
La participation des femmes aux échéances électorales de 2020/2021 en tant qu'électorales, candidates et acteurs majeurs de l'organisation ainsi que de l'observation des élections en RCA est accrue	% de femmes élues (députés / Maires/ conseillères municipales etc.)	Données de Base (BD) : 11% Cible : 35%	Rapport général des élections	La survenance des conflits/l'instabilité politique et les difficultés d'accès aux zones de mise en œuvre du Projet	
	% des femmes dans les bureaux de vote	DB : 17% Cible : 35%	Rapport général des élections		
	% de femmes accréditées comme observatrices des élections	DB : 19% Cible :	Rapport général des élections Liste des observateurs accrédités		
	% de femmes inscrites sur les listes électorales ayant effectivement votées	DB : Très faible Cible : 85%	Rapport général des élections		

<p>Les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles sont répertoriées et les survivantes bénéficient des soins appropriés.</p>	<p>Disponibilité de données désagrégées sur la violence à l'égard des femmes en période électorale</p>	<p>DB : non Cible : oui</p>	<p>Fiche de rapport hebdomadaire des monitrices Rapport final du projet Rapport Évaluation du projet</p>	
Project Outputs				
<p>Describe Project Output</p> <p>Produit 1.1. : Les capacités des membres des plates formes de veille des femmes ont été renforcées en éducation civique et en stratégies de promotion du leadership féminin y compris le plaidoyer institutionnel</p>	<p>Indicators</p> <p>Nombre de monitrices formés et déployés sur le terrain</p>	<p>Baseline and Target</p> <p>DB : 00 Cible : 160 (10 par préfecture)</p>	<p>Means of verification</p> <p>Rapport mise en place plateforme de veille Rapport d'activité plateforme de veille des femmes par préfectures Rapport final du Projet Rapport formation des monitrices</p>	<p>Assumptions/Risks</p> <p>Risque que le Projet soit perçu par la classe politique comme une menace du fait de l'éclairage qu'il apportera à la population féminine, qui sera désormais plus clairvoyante quant à ses choix électoraux et politiques</p>
<p>Nombre d'initiatives prises par les plateformes enfin de promouvoir le leadership féminin (pétition, réunion de</p>		<p>DB : 00 Cible : 10</p>		

Annex IV – Operational Arrangements CAR MPTF

	plaidoyer avec les décideurs, marche, communiqué de presse etc.)		Rapport final du Projet	
Produit 1.2. : Les aptitudes et compétences des candidates aux élections sont améliorées grâce au coaching et mentoring des femmes leaders y compris les hommes leaders champions du Genre	Nombre de femmes candidates ayant bénéficiées du mentoring et du coaching	DB : 00 Cible : 720	Rapport général du coaching Rapport du mentoring	La surveillance des conflits/l'instabilité politique et les difficultés d'accès aux zones de mise en œuvre du Projet
	% des femmes ayant déposées leur candidature aux élections locales	DB : 00 Cible 35%	Rapport général des élections Liste des candidatures publiées par l'ANE	
Produit 2.1 : Les plateformes de veille des femmes ont bénéficié des appuis techniques, matériels et financiers afin de mieux prévenir et adresser les violences faites aux femmes	Nombre de personnes sensibilisées par les monitrices	DB : 00 Cible : 2 700 000	Rapport mise en place des plateformes	La surveillance des conflits/l'instabilité politique et les difficultés d'accès aux zones de mise en œuvre du Projet
	Nombre d'alerte de VBG signalé par les monitrices	DB : 00 Cible : 1 600	Fiche de décharge mensuelle	

Annex 1: Detailed Budget

Annex IV – Operational Arrangements CAR MPTF

Describe Project Outcome and output	Indicators	Baseline and Target	Means of verification	Assumptions/Risks	MPTF CAR	Other (PNUD/ONUFEMMES/UNFPA)	Total
Résultat 1 : La participation des femmes aux échéances électorales de 2020/2021 en tant qu'électrices, candidates et acteurs majeurs de l'organisation ainsi que de l'observation des élections en RCA est accrue. (ONU Femmes)							
Produit 1.1. : Les capacités des membres des plates formes de veille des femmes ont été renforcées en éducation civique et en stratégies de promotion du leadership féminin y compris le plaidoyer institutionnel							
Activité 1.1.1. Organiser un atelier de formation des formatrices des moniteurs et monitrices	Nombre de participants :	DB : 0 Cible : 32 (02 par préfectures)	Rapport de formation, liste des participants	La situation sécuritaire permet l'organisation des activités de l'équipe du projet	10 000	-	10 000
Activité 1.1.2. Organisation des sessions de campagnes d'éducation civique, à Bangui et dans les préfectures	Nombre de participants	DB : 0 Cible : 320	Rapport de formation, liste des participants	La situation sécuritaire permet l'organisation des activités de l'équipe du projet	25 000	30 000	55 000
Activité 1.1.3. Concevoir et produire des outils et supports de communication et de visibilité	Nombre de supports produit	DB : 0 Cible : 5 000 (Polo, casquette, dépliant etc)	Listes distribution	La situation sécuritaire permet l'organisation des activités de l'équipe du projet	3 000	15 000	18 000
Activité 1.1.3 : fournir une assistance technique aux plateformes de veille des femmes pour la coordination	Assistant technique disponible	DB : 0 Cible : 01	Rapport projet		35 000	15 000	50 000

Annex IV – Operational Arrangements CAR MPTF

Describe Project Outcome and output	Indicators	Baseline and Target	Means of verification	Assumptions/Risks	MPTF CAR	Other (PNUD/ONUFEMME S/UNFPA)	Total
et le suivi de la mise en œuvre du Projet							
Produit 1.2. : Les aptitudes et compétences des candidates aux élections sont améliorées grâce au coaching et mentoring des femmes leaders y compris les hommes leaders champions du Genre							
Activité 1.2.1 : Mettre en place un mécanisme de mentoring et de coaching des femmes candidates aux élections locales par les femmes députés/Ministres/Chefs d'entreprises et les coachs politiques des femmes	Nombre de femmes coachées et accompagnées par les mentors	DB : 00 CB : 350	Rapport final du Projet Rapport de coaching et de mentoring		15 000	30 000	45 000
Activité 1.2.2 : Organiser des séances de plaidoyer auprès des décideurs sectoriels y avec les leaders groupes armés pour des élections inclusives et pacifiques	Nombre de réunion de plaidoyer	DB : 00 CB : 05	Rapport de réunion de plaidoyer Liste de présence			28 920	28 920
Fournir une assistance technique pour la conception du guide de la monitrice chargée de la collecte des	Consultant disponible	DB : 00 CB : 01	Rapport de sélection du consultant		15 000		15 000

Annex IV – Operational Arrangements CAR MPTF

Describe Project Outcome and output	Indicators	Baseline and Target	Means of verification	Assumptions/Risks	MPTF CAR	Other (PNUD/ONUFEMME S/UNFPA)	Total
données, la formation et la rédaction du rapport sur les violences faites aux femmes en période électorale			Rapport final prestation				
Résultat 2 : Les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles sont répertoriées et les survivantes bénéficient des soins appropriés. (UNFPA)							
Produit 2.1 : Les plateformes de veille des femmes ont bénéficié des appuis techniques, matériels et financiers afin de mieux prévenir et adresser les violences faites aux femmes							
Activité 2.1.1 : Fournir des équipements et matériels aux plateformes de veille des femmes pour la mise en place du mécanisme de collecte des données et d'alerte précoce	Existence du matériel approprié	DB :non CB : oui	Bon de livraison du matériel		10 000		10 000
Activité 2.1.2 : Déployer monitrices dans les 16 préfectures du pays pour la prévention, la collecte des données et l'alerte précoce	Effectivité du déploiement des monitrices	DB :00 CB : 160	Rapport final du Projet		20 000	20 000	40 000
Activité 2.1.3 : Appuyer l'extension des équipements de la ligne verte dans les régions	Existence des équipements	DB : Non CB : oui	Rapport projet		10 000		10 000
Organiser des séances de sensibilisation des femmes	Nombre de séance	DB :00 CB : 500	Rapport activité		10 000	10 000	20 000

Annex IV – Operational Arrangements CAR MPTF

Describe Project Outcome and output	Indicators	Baseline and Target	Means of verification	Assumptions/Risks	MPTF CAR	Other (PNUD/ONUFEMMES/UNFPA)	Total
candidates sur les risques des violences basées sur le genre Activité 2.1.5 : Soutenir la prise en charge médicale des candidates survivants des violences basées sur le Genre	Nombre de survivantes ayant bénéficiées des soins grâce au projet	DB :00 CB : 90	Liste des participants Rapport du projet		10 000	10 000	20 000